

catégories de personnes et de groupes auxquels tout contact avec ces visiteurs était interdit. Le changement intervenu dans la direction de Berlin-Est après la mort de M. Walter Ulbricht en août 1973 n'a pas favorisé la réconciliation. M. Erich Honecker l'a remplacé à la tête du parti communiste et, après la mutation de M. Willi Stoph au poste symbolique de président du Conseil d'État, c'est un « faucon » acharné, M. Horst Sindermann, qui s'était distingué à la direction du parti de Halle, qu'on a nommé Premier ministre. Fort de la décision rendue en juillet 1973 par la cour constitutionnelle de Karlsruhe, Bonn a continué de soutenir que le *Generalvertrag* était entièrement conforme à la disposition de la Loi fondamentale selon laquelle « Le peuple allemand tout entier est invité à parachever, par libre autodétermination, l'unité et la liberté de l'Allemagne ». De son côté, la RDA n'a perdu aucune occasion de faire observer que le traité, tout en ayant force obligatoire en droit international, écartait toute possibilité d'unifier des ordres sociaux aussi foncièrement différents.

Division confirmée

Leur division fut confirmée lorsque, trois mois après l'entrée en vigueur du *Generalvertrag*, les deux États allemands furent admis aux Nations Unies en qualité de 134^e et 135^e membres. L'admission à l'ONU est un objectif que la RDA avait longtemps poursuivi afin d'être reconnue sur le plan international, mais vu les événements récents, cette adhésion n'avait plus l'importance qu'on lui prêtait antérieurement. Contrairement aussi aux prédictions antérieures, l'amer débat inter-allemand ne s'est pas transporté sur les bords de l'*East River*. Les délégations des deux Allemagnes ont évité la polémique et, siégeant l'une à côté de l'autre, ont opté pour les pratiques de bon voisinage.

L'espoir qu'entretenait le gouvernement de Bonn de se présenter aux Nations Unies, le 18 septembre 1973, ayant complété son *Ostpolitik* par la signature de trois traités non encore conclus avec l'Est, s'est malheureusement heurté à des difficultés dépassant toutes prévisions à cet égard. Le problème juridique spécial et complexe que posait le désir de la Tchécoslovaquie de faire déclarer non valable *ab initio* l'accord de Munich de 1938, a nécessité de nombreux mois de négociations avant la mise au point d'une formule acceptable. Par un stratagème juridique bien étudié, les deux pays ont convenu de considérer le traité de Munich comme « nul en ce qui a trait à leurs relations mutuelles » tout en protégeant les droits de

particuliers contre les complications juridiques découlant de son existence. En outre, le problème de Berlin est venu compliquer de façon gênante la conclusion du traité avec Prague, ainsi qu'avec Budapest et Sofia (le traité avec la Tchécoslovaquie servant en quelque sorte de paravent aux deux autres), et la visite du chancelier Brandt à Prague pour la signature du traité fut retardée de trois mois, les Tchèques hésitant à accepter l'exigence de Bonn selon laquelle toute future ambassade d'Allemagne aurait le droit de représenter les personnes et les institutions de Berlin-Ouest. N'empêche qu'au printemps de 1974, la Tchécoslovaquie, la Hongrie et la Bulgarie étaient toutes trois représentées sur les bords du Rhin.

Cette négociation de traités avec Prague, Budapest et Sofia démontre que Berlin n'a pas encore tout à fait perdu sa fonction de pierre de touche de la détente, en dépit des accords quadripartites et inter-allemands. On n'a qu'à jeter un coup d'œil sur les statistiques du trafic de transit à destination et en provenance de Berlin-Ouest, ou sur celles des visites de Berlinoises de l'Ouest ou d'Allemands de l'Ouest en RDA, pour constater les changements qui se sont produits depuis 1971. Ce qui n'a pas changé, toutefois, c'est le rôle de Berlin qui s'apparente au gage déposé dans un mont-de-piété, gage que Moscou ou Berlin-Est peuvent à leur gré retirer ou remettre, selon l'expression d'un commentateur allemand, pour se rendre ennuyeux. La création du Bureau fédéral de l'Environnement (encouragée par le nouveau gouvernement Schmidt et approuvée par les puissances occidentales) et les contre-décisions prévisibles relativement à l'*Autobahn* ont confirmé ce que des incidents antérieurs avaient donné à entendre: l'Allemagne de l'Est et l'Allemagne de l'Ouest sont encore aux antipodes l'une de l'autre dans leur attitude à l'égard de l'ancienne capitale isolée.

Pour les adversaires de l'*Ostpolitik* (et il y a de nombreux sceptiques parmi les gens sérieux), Berlin est le seul endroit où des gains immédiats et tangibles ont été réalisés en échange des concessions qu'exigeait l'acceptation du *statu quo* à l'Est. Il n'est donc guère surprenant que Bonn soit resté sensible aux menaces est-allemandes visant les routes d'accès ou à la persistance avec laquelle Moscou et ses partenaires ont cherché à bloquer dans la mesure du possible l'inclusion de Berlin-Ouest dans les accords conclus avec Bonn. (Lorsque, le 8 mai 1974, un accord relatif aux sports fut enfin conclu avec Berlin-Est, il ne comportait, grâce à un compromis laborieux, aucune mention de Berlin-Ouest, seules étant